



G.E. TEMPUS

Faculté Polydisciplinaire d'El JADIDA

Licence fondamentale « Ingénierie en management »

Croissance et développement

Réalisé par :

CHABANI Habiba

HRIMEL Imane

MAHFOUD Mariya

Année Universitaire : 2010/2011

Encadré par : **M.**

Mustapha Ezzahiri



G.E. TEMPUS
Introduction Générale

Partie 1 : Etude de la croissance et du développement5

Chapitre 1 : Aperçu historique de la croissance.....6

A. Notions et concepts.....	6
1) Définition.....	6
2) Types de croissances.....	6
3) Facteurs et sources de la croissance.....	7
B. Mesure de la croissance.....	8
C. Croissance selon les courants de pensée économique.....	8
1) Classiques.....	8
2) Néoclassiques	8

Chapitre2 : Aperçu historique du développement10

A. Notions et concepts.....	10
1) Définition.....	10
2) Types de développements.....	10
B. Mesure du développement	11
C. Développement selon les CPE	12
1) Classiques.....	12
2) Néoclassiques.....	12
3) Keynes.....	12

Partie 2 : Fondements pragmatiques de la croissance et du développement : Cas du Maroc.....13

Chapitre 1: Evolution et analyse de la croissance au Maroc.....15

A. Histoire de la croissance économique au Maroc.....	15
---	----



G.E. TEMPUS

1) Les dessous de l'évolution de la croissance industrielle.....	15
2) Place du secteur informel dans l'économie.....	20
B. Analyse actuelle de la croissance économique.....	21
Chapitre 2 : les stratégies de développement au Maroc.....	23
A. La stratégie agricole dans le développement..	23
.....	
B. La politique industrielle.....	24
.....	
Conclusion Générale	25
Bibliographie.....	25

Introduction générale :

Il ne faut pas confondre croissance et développement, même si ces deux sont liés. La croissance est un phénomène économique quantitatif, donc mesurable, caractérisant l'augmentation des richesses produites par un pays sur une période donnée. Le développement correspond à l'ensemble des transformations techniques, sociales et culturelles qui permettent l'apparition et la prolongation de la croissance économique.

La croissance est donc une condition nécessaire pour le bon déroulement du processus de développement, mais celui-ci est aussi indispensable à la poursuite de la croissance.

De ce fait, l'amélioration du niveau de vie de la population et la garantie du bien être social sont des objectifs ultimes des pouvoirs publics. Quelles que soient les politiques suivies, ces objectifs ne peuvent être atteints sans une croissance économique soutenue et durable. La croissance économique est ainsi synonyme de production de biens et services, de création d'emplois et de richesses. Elle assure, lorsque, bien exploitée, la prospérité économique, sociale et humaine.

Pour toutes ces raisons, la compréhension de la croissance, de ses mécanismes, de ses déterminants et de ses sources a toujours été un souci majeur



G.E. TEMPUS

des décideurs et des concepteurs des politiques économiques. Il est clair que la croissance économique n'est pas un remède pour les problèmes du pays, mais elle facilite l'implémentation des politiques publiques qui complètent les insuffisances de la croissance. En bref, la croissance est une condition nécessaire mais non suffisante pour assurer le développement.

Partie 1 : Etude de la croissance et du développement

Chapitre 1 : Aperçu historique de la croissance.

A) Notions et concepts

1) Définition

La **croissance économique** désigne la variation de la production de biens et de services dans une économie sur une période donnée, généralement une période longue. En pratique, l'indicateur le plus utilisé pour la mesurer est le produit intérieur brut ou PIB.

C'est donc l'accroissement durable de la production globale d'une économie, c'est un phénomène quantitatif que l'on peut mesurer.

En effet, une augmentation brutale et sans lendemain de la production nationale ne correspond pas à la croissance économique et il ne faut pas la confondre avec l'expansion caractérisée par une augmentation de la production sur une courte période.



G.E. TEMPUS

Il importe aussi de distinguer la croissance du développement qui désigne l'ensemble des transformations techniques, culturelles, démographiques, sociales accompagnant la croissance de la production.

2) Types de croissances

- La croissance extensive : augmentation des quantités de facteurs de production (culture de nouvelles terres, ouverture de nouvelles usines). La croissance extensive génère des créations d'emplois.
- La croissance intensive : augmentation, par des gains de productivité, de la production à volume de facteurs de production identiques, notamment sans création d'emplois supplémentaires.
- La croissance réelle : l'augmentation de la production après avoir éliminé la hausse due à l'inflation
- La croissance nominale : c'est la croissance économique résultant de la hausse de la production réelle comme de l'augmentation des prix.

3) Facteurs et sources de la croissance

- Les ressources humaines : la croissance est possible grâce à une augmentation de la quantité de travail disponible réalisée par les ressources humaines ou par une augmentation de la qualité du facteur travail utilisé tel que l'accroissement de la qualification moyenne des salariés.
- La formation du capital : la croissance se traduit par des investissements qui viennent accroître ou améliorer le stock du capital technique disponible ce qui permet une augmentation des quantités de biens et services produites.
- Le progrès technique ou la technologie : il accroît la productivité des facteurs de production utilisés. Près de la moitié de la croissance économique serait le fait de ce progrès technique (esprit de l'entreprise, technique d'ingénieur, gestion). Le niveau de formation et de qualification, l'intensité du travail (motivation, cadences), et l'organisation du travail influent sur la productivité du travail. Le facteur essentiel théorisé par les économistes est la division du travail, qui, en spécialisant les individus, augmente leur productivité. Le taylorisme, du point de vue de la productivité, représente une amélioration de la qualité du travail. Du point de vue de l'épanouissement du travailleur, il représente plutôt une perte de qualité.



G.E. TEMPUS

Les études de Malinvaud, Carré et Dubois déjà citées, concluent à une contribution de 1.2 points de pourcentage sur un total de 5.8%. A quoi il faut ajouter les choix sectoriels de la main d'œuvre. Les phénomènes de déversement, en affectant la main d'œuvre à des secteurs plus productifs, soutiennent la croissance.

- Les ressources naturelles : elles désignent l'ensemble des richesses abondantes dans la nature (terre, ressources minières, pétrole, qualité de l'environnement).

En ce qui concerne les sources de la croissance :

La croissance est un processus fondamental des économies contemporaines, lié notamment à la [révolution industrielle](#), à l'accès à de nouvelles ressources minérales (mines profondes) et énergétiques (charbon, pétrole, gaz, énergie nucléaire...) ainsi qu'au [progrès technique](#). Elle transforme la vie des populations dans la mesure où elle crée davantage de biens et de services. À long terme, la croissance a un impact important sur le [niveau de vie](#) (à distinguer de la [qualité de vie](#)) des sociétés qui en sont le cadre. De même, l'enrichissement qui résulte de la croissance économique peut permettre de faire reculer la [misère matérielle](#).

B) Mesure de la croissance

Le produit intérieur brut

La richesse d'un pays se calcule à l'aide du PIB, le taux de croissance économique est déterminé par le taux de croissance du PIB d'un pays : on distingue de plus :

- La croissance en volume de la production : qui mesure la quantité des biens et services produits. C'est surtout une évaluation des prix constants.
- La croissance en valeur : qui tient compte en plus de la variation des prix des biens et services produits.

Enfin, il faut garder toujours à l'esprit que le PIB enregistre aussi des augmentations quantitatives qu'il conviendrait plutôt de soustraire si l'on cherchait à mesurer le progrès social. Il en est de même pour l'augmentation de la production d'alcool et de tabac.

L'accroissement des maladies professionnelles qu'il faut soigner, la pollution qu'il faut combattre, constituent autant d'occasions d'accroître la production nationale ; l'augmentation des frais médicaux conduit par exemple à une augmentation de la croissance économique.

c) La croissance chez les CPE

1) Les classiques

Pour les classiques, la croissance résulte de l'accumulation dans le temps du capital par tête.

L'augmentation du capital donne une augmentation de biens de consommation. Selon eux, le processus de croissance s'épuise dans le temps en raison notamment des rendements décroissants dans l'agriculture. En clair, les classiques sont très pessimistes.

Les auteurs classiques de référence dans le domaine de la croissance économique sont :

- Smith (1776)
- Ricardo (1817)
- Malthus (1798)

La seule façon de sortir de ce processus est de faire du commerce international. La plupart des économistes de l'[école classique](#), écrivant pourtant au commencement de la [révolution industrielle](#), pensaient qu'aucune croissance ne pouvait être durable, car toute production devait, selon eux, inexorablement converger vers un état stationnaire. C'est ainsi le cas de [David Ricardo](#) pour qui l'état stationnaire était le produit des [rendements décroissants](#) des terres cultivables, ou encore pour [Thomas Malthus](#) qui le liait à son « principe de population ».

Toutefois, [Adam Smith](#), à travers son étude des effets de productivité induits par le développement de la [division du travail](#), laissait entrevoir la possibilité d'une croissance ininterrompue. Et [Jean-Baptiste Say](#) écrivait « Remarquez en outre qu'il est impossible d'assigner une limite à la puissance qui résulte pour l'homme de la faculté de former des capitaux ; car les capitaux qu'il peut amasser avec le temps, l'épargne et son industrie, n'ont point de bornes.

2) Les néoclassiques

Tout comme les classiques, les auteurs néoclassiques de la croissance démontrent que la simple accumulation des facteurs de production ne permet pas de pérenniser la croissance à long terme. Pour relancer l'économie, il faut faire des enfants.

Les néoclassiques considèrent le progrès technologique comme la source de la croissance à long terme. Les auteurs néoclassiques sont :



G.E. TEMPUS

- Harrod et Domar (1948)
- Solow (1956)
- Malinvaud (1965)

Le progrès technologique vient accroître de manière exogène la productivité du travail et du capital et par la même, vient contrecarrer la baisse de la productivité engendrée par la loi des rendements décroissants.

Par ailleurs, les néoclassiques montrent que si le progrès technique se diffuse entre les différents pays, alors les PIB par habitants respectifs de chacune des économies vont converger.

De même, la productivité des facteurs entre les différents pays tend aussi à converger. Une économie dont le montant d'épargne est faible va croître moins vite qu'une économie qui épargne plus.

Cela permet de souligner l'importance des politiques de soutien de l'épargne.

Chapitre2 : Aperçu historique du développement

A) Notions et concepts

1) Définition

Le développement est l'action de faire croître, de progresser, de donner de l'ampleur, de se complexifier au cours du temps.

Le développement économique désigne les évolutions positives dans les changements structurels d'une zone géographique ou d'une population : démographiques, techniques, industriels, sanitaires, culturels, sociaux... De tels changements engendrent l'enrichissement de la population et l'amélioration des conditions de vie. C'est la raison pour laquelle le développement économique est associé au progrès.



G.E. TEMPUS

Selon François Perroux, « la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître cumulativement et durablement son produit réel » insistant sur cette notion d'aptitude d'une société à entrer ou non sur la voie de la croissance économique, cette dernière n'est pas le développement. Il ne faut pas la confondre avec.

Sur le plan économique, l'enrichissement d'un pays est le développement qui est lui une appréciation qualitative sur le plan humain de développement parce qu'aucune politique sociale de redistribution n'a lieu au niveau national, il est difficile en revanche qu'il y ait développement sans croissance, car l'élargissement de l'éventail des possibilités offertes à l'Homme ne se fait pas sans moyens matériels importants.

2) Types de développements

On peut regrouper les différents types de développement selon trois catégories. En effet :

- Le développement autocentré : c'est un modèle de développement accordant la priorité au marché intérieur et refusant la participation à la spécialisation internationale. L'objectif est alors d'assurer la formation d'une base industrielle, nationale privilégiant certaines branches industrielles qui sont des activités caractérisées par leurs effets d'entraînement en amont et en aval sur l'ensemble de l'industrie.
- Le développement durable : ou développement soutenable est un développement qui répond aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Deux concepts sont inhérents à cette notion : le concept de besoin et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis à qui il convient d'accorder la plus grande priorité, et l'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale imposent sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir. Il permet de mettre en évidence les limites de certains modes de croissance et de développement qui gardent irrémédiablement le patrimoine naturel de l'humanité. Il repose sur 4 piliers majeurs : l'environnement, l'économie, le social et la démocratie participative.
- Le développement économique : il désigne les évolutions positives dans le changement structurel d'une zone géographique ou d'une population : démographique, technique, industrielle, sanitaire, socioculturelle... de tels changements engendrent l'enrichissement de la population et l'amélioration des conditions de vie. C'est la raison pour laquelle le développement économique est associé au progrès. Il s'agit alors de déconcentrer le pouvoir de donner un nouveau souffle et de nouvelles impulsions et il repose essentiellement sur une volonté de l'Etat de redonner du souffle aux entités atrophiées.

B) Mesure du développement

Les critères de développement sont multiples : niveau de vie, industrialisation, indicateur démographique, urbanisation, niveau d'éducation et de qualification.



G.E. TEMPUS

On mesure le développement d'un pays à partir d'indices statistiques tels le revenu par habitant, le taux d'analphabétisme, l'accès à l'eau... L'ONU dresse ainsi un classement dans une liste qui est appelée indicateur de développement humain (IDH). Il est aussi mesuré par la richesse produite par un Etat, on parle de PIB et de PNB.

c) Développement selon les CPE

- Selon les classiques : il faut favoriser la concurrence dans les différents marchés grâce à la liberté d'action de l'entreprise, et l'augmentation de l'investissement pour la réalisation de la croissance qui engendre le développement. Il faut organiser l'activité économique selon la loi du marché afin de préserver les équilibres macroéconomiques fondamentaux : production, revenu, monnaie, investissement.
- Selon les Keynésiens : il faut atteindre un niveau élevé de puissance économique et financière permet au pays de se doter d'un tissu industriel intégré et réaliser une autonomie par rapport à l'extérieur.
- Le modèle marxiste : il faut lutter contre la domination des pays développés afin de réduire la relation commerciale et financière avec les pays développés pour éviter l'échange inégal et la détérioration des termes de l'échange dans le but de réaliser un développement autocentré basé sur les ressources propres pour satisfaire les besoins fondamentaux de la majorité de la population.

Conclusion de la première partie :

Les modifications structurelles qui surgissent durant le processus du développement se présentent à la fois comme les conditions inéluctables de la croissance économique et comme la conséquence de celle-ci. En effet, comme le développement repose en grande partie sur l'augmentation de la productivité et l'accroissement du revenu par habitant au niveau de l'ensemble économique complexe, cette augmentation de productivité est elle-même déterminée par des phénomènes de croissance au niveau de sous ensembles et de secteurs spécifiques. Mais la diffusion de cette croissance au sein du tissu social est très dépendante des spécificités de chaque société.

Pour qu'il y ait développement, la croissance économique doit s'accompagner de plusieurs changements :



G.E. TEMPUS

- Changements des structures : économique (développement des activités modernes et productives).
- Changements sociaux (répartition équitable des fruits de la croissance, ce qui va réduire les écarts sociaux et augmenter la productivité).
- Changements culturels : développement de l'esprit d'initiative de l'entreprise, de l'innovation, de partenariat... ce qui va favoriser l'investissement qui est un facteur principal du développement.

Partie 2 :



G.E. TEMPUS

Fondements pragmatiques de la croissance et du développement : Cas du Maroc.

Au Maroc, à l'instar des pays en voie de développement, la nécessité d'assurer une croissance économique forte et durable s'impose comme une solution pour plusieurs problèmes sociaux qui hypothèquent l'avenir du pays.

Avec l'accumulation des problèmes économiques et des déficits sociaux (chômage, pauvreté, perte du pouvoir d'achat, etc.) les solutions conjoncturelles ou partielles ne peuvent plus servir de remèdes efficaces. Les problèmes doivent être traités à la source qui les génère, et cette dernière n'est autre que la faible croissance économique et la sous utilisation des potentialités du pays. Il est donc impératif de se mettre sur un sentier de croissance forte et soutenue pour sortir le pays d'un cercle vicieux de sous utilisation des potentialités et de faible croissance.

La question se pose donc avec finesse, pourquoi le Maroc n'a pas pu emprunter le même sentier de croissance que ses semblables, pourquoi accuse t-il tout ce retard ? L'importance d'apporter une réponse à cette question cruciale ne réside pas uniquement dans la compréhension du passé, mais également dans l'identification des pistes qui lui



G.E. TEMPUS

permettraient de rattraper le retard et de le hisser au même niveau de développement que ses semblables.

La question est également cruciale parce qu'en l'absence de politique forte et agressive, et si la tendance actuelle de croissance se maintient, il faudrait au Maroc 31 ans pour atteindre le niveau actuel de développement de la Tunisie, 65 ans pour atteindre celui de la Malaisie, 129 ans pour celui de la Corée du Sud et près de 2 siècles pour atteindre celui des Etats Unis. Evidemment ceci ne signifie pas un rattrapage, parce qu'au moment où le Maroc atteindrait ces niveaux, ces pays auraient déjà creusé davantage le fossé et il sera de plus en plus difficile de réduire l'écart, pour rattraper, ou du moins réduire l'écart, il faut donc emprunter un sentier de croissance plus rapide.

Que devrions-nous faire pour accélérer la croissance économique ? La question est équivalente à s'interroger sur ce qui a retardé le Maroc autant par rapport à ses semblables. Cette question est pertinente parce que plusieurs études ont montré que la croissance n'est pas une fatalité et n'est pas tributaire des ressources naturelles dont est doté le pays, mais elle dépend principalement des politiques et des choix faits par le pays, de la volonté et de la détermination de ses hommes et de ses femmes. L'Etat a un rôle important dans la croissance économique. Il est donc primordial de comprendre comment les choix faits dans le passé par les pouvoirs publics ont affecté la croissance, mais surtout, que doit faire l'Etat pour accélérer la croissance économique et assurer un niveau de vie décent à la population.

Chapitre 1: Evolution et analyse de la croissance au Maroc

A) Histoire de la croissance économique au Maroc

1) Les dessous de l'évolution de la croissance industrielle marocaine :

Trois décennies après son indépendance, le Maroc est à la recherche d'une nouvelle politique industrielle. Dès le début des années soixante, la gestion du secteur des industries de transformation avait imposé à l'état de définir des choix stratégiques dans le but de revaloriser le poids du secteur industriel dans le système productif et dans la dynamique sociale, ce qui a appelé des interventions plus accentuées de l'État au niveau du renforcement des politiques de



G.E. TEMPUS

régulation du secteur, d'incitation des acteurs ainsi qu'au niveau de la constitution d'un patrimoine public. De ces actions a résulté un tissu industriel relativement diversifié mais surtout fragile et largement exposé aux contraintes externes.

L'héritage colonial avait légué un modèle de croissance de type agro-minier où prédominaient un secteur primaire de production et une faible diversification du système productif. En marge de ce modèle, quelques activités industrielles s'étaient créées, dominées par l'initiative des groupes privés français, dans la transformation des produits de pêche, de l'élevage ou du sol. Au lendemain de l'indépendance, une rupture s'imposait ; le Maroc devait s'assurer la mise en place de secteurs de base, approvisionnés par les matières premières locales et autour desquels devaient se greffer des structures de transformation industrielle. Ces choix nécessitaient des investissements importants financés par l'épargne nationale mais l'État a bloqué à ce niveau, sous la pression des tensions politiques et économiques. Ce qui a alors eu comme conséquences que la part de l'industrie dans le PIB ainsi que son intégration aux autres secteurs économiques est restée faible.

Dans les années soixante-dix, l'essor de l'industrie phosphatière a offert un surplus financier affecté au financement de grands projets et l'État s'est engagé principalement dans certaines industries techniquement évoluées (chimie, ciment, sucre). Mais, parallèlement à ces activités, des holding financiers dépendants de l'État ont pris des participations dans des activités de transformation (textiles, produits laitiers, montage électrique). Cette dynamique de l'investissement industriel a enclenché des changements structurels vers les branches produisant des biens intermédiaires (biens en cours de production : transformés, composants et pièces détachées). L'échange de cette catégorie de biens engendre une interruption des processus productifs qui conduit à une division verticale du travail : les pays se spécialisent sur des segments de processus plutôt que sur des biens finals. L'échange international de biens intermédiaires est alors à l'origine d'un gain d'efficacité supplémentaire par rapport au seul échange de biens finals, ce qui favorise les importations et exportations. En somme cela est positif pour l'économie d'un pays, mais il aurait fallu que l'industrie nationale participe davantage à la couverture de ses besoins propres en biens d'équipement, qui malheureusement, ne s'est pas proportionnellement amélioré, ce qui s'est traduit par un blocage du processus d'industrialisation du Maroc.

Pour améliorer la situation, le **programme d'ajustement** a proposé de nouvelles orientations. On parlait alors de politique de substitution des importations (remplacer ses importations par une production locale) dans de nombreux secteurs où l'écart entre la production et la demande était considérable. Dans ce cas, il est nécessaire d'identifier les biens disposant d'un potentiel de marché, permettant d'augmenter la valorisation interne des ressources naturelles avec un coût en capital relativement bas, une technologie simple et pour lesquels la concurrence a été atténuée par des mesures protectionnistes. À cette époque au



G.E. TEMPUS

Maroc, les industries du textile, du cuir et de l'alimentaire étaient les plus concernées. Mais ces activités restaient liées dans leur évolution, à la dimension du marché marocain et celle-ci s'est révélée très limitée, ce qui fait que ces secteurs ont commencé à tendre vers une situation de saturation du marché interne.

De plus, la pression de la demande d'importation des biens d'équipement, la surcapacité de production dans un marché restreint, l'inadéquation des techniques de production par rapport au marché du travail, l'incohérence des mesures d'accompagnement de la politique industrielle ont conduit à une raréfaction des opportunités d'investissement, dans les années 1968-1972, qui se sont limitées à des extensions d'unités existantes (chimie, ciment, sucre) ou à la création de petites unités de valorisation de produits bruts importés (plastique, articles de ménage). C'est donc seulement avec la conjoncture économique favorable des années 1973-1977 qu'on a pu relancer la substitution des importations en concentrant les capitaux publics dans la couverture des besoins en produits alimentaires de base (sucre, dérivés laitiers, alimentation du bétail) mais la substitution des importations dans le secteur des biens intermédiaires et d'équipement demeurait toujours difficile à financer.

Face aux contradictions de la politique d'import-substitution, les pouvoirs publics ont cherché à orienter le développement du secteur industriel vers l'extérieur. Cette orientation révèle la volonté de desserrer la contrainte du marché national, de compenser l'incompressibilité de certaines importations par des exportations de produits manufacturés et d'améliorer la productivité industrielle par l'ouverture sur la concurrence internationale. Dans cette compétition ouverte entre les pays du Tiers-Monde, le Maroc s'efforce de se doter de certains avantages comparatifs que sont l'abondance de sa main d'œuvre et sa situation géographique par rapport aux marchés internationaux. Par contre, la promotion des exportations de produits manufacturés n'a pas abouti aux résultats escomptés, ceci dû, entre autre, au fait que le Maroc travaillait avec une matière première et des produits intermédiaires importés donc, le potentiel d'entraînement des autres secteurs économiques en était réduit.

On a également vu l'industrialisation du Maroc soutenue par des systèmes d'incitation tels que la protection du marché intérieur, l'encouragement à l'investissement en faveur de l'industrie, la promotion des exportations manufacturières et une politique de désengagement et limitation de l'État dans la gestion du secteur industriel. C'est donc dans ce cadre que l'État soutenait l'industrie naissante par le biais de tarifs et de quotas et tentait de stimuler la concurrence intérieure, ce qui déboucha sur un nouveau programme d'importations justement renforcé par la substitution des importations discutée précédemment. Au niveau des investissements, on a promulgué une série de mesures d'investissement destinés à agir sur les conditions de financement et à réduire les coûts d'interventions dans le secteur industriel et l'on assista également à la création de petites et moyennes industries, œuvrant dans un contexte parsemé d'entraves qui rendent les initiatives difficiles.

En effet, à partir de 1970, l'industrie est devenue le pôle privilégié de l'affectation des ressources publiques, participation qui s'est étendue à tous les secteurs mais principalement en chimie, agro-alimentaire, métallurgie et mécanique. Par contre, un certain nombre de risques pèsent sur les entreprises publiques industrielles et induisent des effets pervers dans leur fonctionnement : dispersion des participations et incohérence dans les politiques d'extension.

En 1973, la marocanisation est intervenue pour définir un nouveau partage entre les capitaux étrangers et nationaux.

" Qu'est-ce que la marocanisation ? Une politique d'industrialisation, dix ans d'expérience l'ont prouvé, suppose une nationalisation et une expropriation des banques étrangères qui détiennent et contrôlent le financement de l'économie du Maroc. Aussi, le pouvoir ne pouvait-il rester silencieux devant une telle situation. Sa politique a été définie : ni nationalisation, ni expropriation, mais marocanisation. La poussée de la crise économique et des revendications de la grande bourgeoisie d'affaires a conduit le pouvoir à définir cette politique qui consiste à développer et légaliser le mariage de cette grande bourgeoisie marocaine avec les entreprises et les banques étrangères existant au Maroc. L'une des deux faces de la politique de marocanisation consiste plus précisément à associer l'oligarchie marocaine aux grandes affaires industrielles et commerciales étrangères, plus particulièrement françaises. Pour le capitalisme français au Maroc, c'est une assurance politique pour le maintien et le développement de ses affaires dans la plus pure lignée coloniale. La différence ? Des Marocains dans les conseils d'administration, très choisis et qui ont fait la preuve de leur « compétence ». Cette face de la politique de marocanisation, bâtie de concert avec les banques étrangères qui contrôlent notre économie et notre commerce extérieur, est destinée à mieux cimenter l'oligarchie. La deuxième face de cette marocanisation est adressée à la bourgeoisie dans son ensemble ou du moins à ses fils, sortis des facultés, et qui trépignent dans les antichambres pour une demande d'emploi dans les assurances et les banques. Elle concerne la marocanisation des cadres qui s'avère nécessaire car le chômage s'installe au sein même des diplômés qui commencent à prendre, tout comme nos ouvriers, le chemin de l'exil. Elle consiste à remplacer les technocrates français par de jeunes Marocains qui se mettraient au service des compagnies et des banques étrangères. Ainsi, la marocanisation remplirait une double fonction d'élargissement de la base sociale du pouvoir :

□ Vis-à-vis de l'oligarchie, en ayant convaincu les groupes financiers du bien-fondé de sa participation à leurs affaires



G.E. TEMPUS

□ Vis-à-vis de la bourgeoisie, en ouvrant la soupape de sûreté contre le chômage d'une partie de ses fils, victimes directes de l'oligarchie et des banques d'affaires qui contrôlent le système du crédit, freinant l'industrialisation où ils auraient trouvé leur place.

Le volume des investissements affectés aux activités manufacturières a cru à un rythme faible durant les années 1965-1973 puis s'est nettement accéléré dans la période 1973-77. Ce changement de rythme exprime une plus grande mobilisation des ressources au profit de l'industrie à travers les programmes de l'État et la mise en œuvre de la marocanisation.

Également, dans les années soixante-dix, le Maroc a fortement investi dans les industries où le rapport du capital à la production est élevé (sucre, ciment, chimie, etc.). Cette orientation de la croissance n'a pas été favorable à une optimisation de la création d'emploi car la contrainte du financement a limité l'exploitation de ces potentialités. La recherche d'une réduction des coûts en capital dans la création d'emploi a conduit les pouvoirs publics à accorder une préférence aux projets de plus petite envergure menant donc à une inutilisation du capital humain au sein des industries. Notez que selon les chiffres actuels (2004), le taux de chômage atteint officiellement 20%, mais serait plus proche de 50% dans la réalité. À partir de 1981, la tendance de la part des exportations dans la production manufacturière a commencé à se relever en augmentant dans presque toutes les branches. Néanmoins, c'est toujours la demande interne qui reste le débouché principal de la production industrielle. Si le Maroc fait partie de cette nouvelle vague de pays du Tiers-monde exportateurs de produits industriels, la structure de ses exportations ne correspond pas à celle de la plupart des pays semi industriels. Les articles exportés sont essentiellement d'origine agricole ou minérale.

Mais dès 1984, les organismes financiers internationaux expliquent le succès limité du programme de stabilisation par le fait qu'il ne mettait pas l'accent sur les exportations, la productivité et la croissance, et estimait que le « Maroc ne pourrait redresser son économie et retrouver sa solvabilité qu'au prix d'une réforme structurelle radicale qui lui permettrait de produire des biens et services tant pour le marché local que pour l'exportation ».

On dit par contre, que des réserves peuvent être formulées quant à l'effet direct des exportations industrielles sur la croissance du PIB. Il est évident que l'accroissement des ventes implique une augmentation de la valeur ajoutée mais cet effet multiplicateur ne peut être soutenu que si les effets positifs de l'exportation l'emportent sur les effets négatifs de l'importation. Dans le cas du Maroc, il est douteux que l'économie de ce pays puisse bénéficier de cet effet favorable alors que sa tendance est de se spécialiser dans les cycles de fabrication qui limitent l'apport de la main d'œuvre, que l'approvisionnement des activités industrielles se fait par l'extérieur et qu'elle se limite à une économie de sous-traitance.



G.E. TEMPUS

D'un autre côté, la réforme bancaire a été consolidée entre autre en libérant les taux de crédit débiteurs et créditeurs. Le développement du marché financier peut élargir et diversifier les ressources disponibles pour les entreprises industrielles, tout en améliorant l'efficacité de l'intervention dans l'allocation de ces ressources. Une série de mesures d'encouragement a été prévue à cet effet : incitation des organismes institutionnels à une intervention plus agressive, encouragement à la création de sociétés de gestion de portefeuilles, avantages fiscaux. Mais l'effet de ces mesures ne se fait sentir qu'à moyen terme et dépend des mutations dans les structures des entreprises et du rendement procuré par les opportunités de placement.

En ce qui concerne le désengagement de l'État dans la sphère économique, le Maroc est présentement en processus de restructuration du secteur publique industriel et recours à la formule de la privatisation qui serait, théoriquement, le moyen d'augmenter la compétitivité par une meilleure mobilisation des ressources fiscales et une diminution des transferts budgétaires. À court terme, les conditions favorables à un influx de capitaux étrangers pour supporter la politique de privatisation ne sont pas réunies mais les sociétés d'investissement arabes déjà implantées au Maroc pourraient intervenir quoique leur préférence se porte en général, vers l'immobilier et l'hôtellerie. L'application de cette formule commence à s'étendre tranquillement du côté des unités industrielles.

En conclusion, la croissance industrielle du Maroc s'est réalisée plus en extension horizontale (sur des processus entiers de production) qu'en intégration verticale (sur des segments de processus de production). Souffrant de nombreuses insuffisances, l'industrie manque de compétitivité. En se refermant sur elle-même sans réussir les conditions d'un plus grand auto centrage de sa croissance, elle n'a pas pu lever les contraintes associées à l'étroitesse du marché domestique et aux chocs extérieurs. Le processus d'ajustement structurel met l'accent sur la prédominance du marché international sur le marché intérieur, du secteur privé sur le secteur public. S'il n'est évidemment pas question de nier l'importance qu'il y a à développer les capacités d'exportation dans ce secteur, les perspectives qu'offrent ces nouveaux choix sont pour le moins incertaines à assurer une industrialisation en profondeur.

2) Place et rôle du secteur informel dans l'économie marocaine:

Les emplois du secteur informel sont une composante durable et structurelle de l'économie urbaine et offrent une échappatoire d'importance aux effets de l'exode rural en absorbant une bonne partie de la main d'œuvre à la recherche d'emploi (notez qu'en 2004, le



G.E. TEMPUS

taux d'urbanisation du Maroc était de 55,1%). Ravitailleuses de bras, ces micro-unités seraient génératrices de revenus permettant à une fraction croissante de la population de vivre. Elles constitueraient même une réserve de qualifications pour le secteur moderne en dispensant une formation sur le tas dans des relations paternalistes complexes.

Pourtant, jusqu'en 1972, ces petites activités de production et de services étaient négligées, méconnues et sacrifiées au profit de l'étude exclusive des grandes entreprises industrielles modernes. Mais la modernisation de l'économie n'a pas répondu aux espoirs de ses promoteurs et elle a donné naissance à des phénomènes économiques complexes, multiformes et contradictoires. Plus précisément, le secteur moderne n'a pas connu une évolution telle qu'il soit capable de résorber une main d'œuvre provenant de la campagne et le chômage visible ne suit pas l'évolution de ces flux migratoires. Comment de nouveaux arrivants de la campagne peuvent-ils subsister et vivre dans les villes sans exercer un travail stable salarié et déclaré ? D'où la découverte d'un secteur mal connu, informel, dont font partie les transporteurs, artisans, maçons, menuisiers, gardiens de voitures, marchands ambulants qui grouillent et s'agitent dans les rues des villes. Payés à la tâche, à la pièce ou en nature et ne bénéficiant d'aucune couverture sociale, ils marchandent tout haut avec les pauvres et les riches, échangent des paroles et des biens et s'approprient la rue. Le trottoir est leur univers.

Le secteur informel est présenté comme un secteur refuge, fourre tout ou l'on classe des petites entreprises modernes, des affaires artisanales organisées et des établissements en marge des lois et des règlements. Mais en même temps, ce secteur est conçu comme un ensemble cohérent d'activités avec sa propre dynamique de fonctionnement. Ce secteur informel est-il une forme de production artisanale caractérisée par la quasi absence de salariat, la petite taille et une technologie simple ? Ou est-ce une ensemble d'activités qui produisent des biens et services à l'abri des contraintes légales et qui cherchent à échapper à certaines rigidités (ex : impôts).

La saisie du secteur informel ne peut se contenter du dénombrement exclusif des petites unités artisanales visibles ayant pignon sur rue, payant des impôts et disposant d'un local. Les activités en marge de la loi constituent, au même titre que les petits métiers localisés, une composante essentielle du secteur informel. Pour mieux cerner ce concept, et parce que l'on ne peut mettre sur le même pied d'égalité un guide clandestin, un transporteur de marchandises et un gardien de parking, on fait la distinction entre :

- ⊗ Les activités de survie : cireurs, transporteurs à dos d'âne.
- ⊗ Les activités artisanales : nécessitant un capital de départ et un minimum de qualifications.



G.E. TEMPUS

- ⊖ Les activités transitionnelles : peuvent impliquer un ou plusieurs métiers. Elles sont caractérisées par une solidarité structurelle dont les enjeux sociaux sont parfois graves. Exemple : la construction d'habitats non autorisés.

L'ensemble de ces activités échappent de toute façon à la comptabilité sociale c'est-à-dire au regard et au jauge de l'État, c'est pourquoi j'ai jugé important d'y consacrer une section pour le cadre de ce travail.

B) Analyse actuelle de la croissance au Maroc

Le fameux économiste et expert en économies émergentes, Thierry Apoteker, considère que la croissance économique du Maroc se fait au détriment de son solde externe, c'est-à-dire que le royaume finance ses projets sur la base de la dette externe. Voilà pourquoi il ne figure pas parmi les pays émergents les plus sûrs en termes de risque économique et financier. La révélation a été faite à Casablanca à l'occasion de la conférence « Risques Pays » d'Attijari WafaBank le 25 Juin 2010.

La croissance économique au Maroc ne sera pas au rendez-vous en 2010 et ne dépassera pas le taux de 2,8%, a indiqué Habib El Malki, président du Centre marocain de conjoncture, ce mardi 6 juillet à Casablanca lors de la présentation du bilan économique et social 2009 et des prévisions et cadrage 2010-2011.

Aux yeux d'El Malki, l'année en cours sera marquée par un creux conjoncturel comparativement à 2009. Pourtant, le centre avait prévu l'année dernière une croissance de 3,2% en 2010. « Nous avons revu à la baisse nos prévisions en prenant en considération de nouveaux facteurs économiques et leurs impacts sur la croissance du pays », a-t-il souligné. Plusieurs raisons ont été avancées pour expliquer cette nouvelle lecture futuriste au niveau de la croissance. Le CMC pense que les effets de la crise, déclenchés à l'automne 2008, ont été décalés cette année. Deux enquêtes lancées l'année dernière auprès des opérateurs économiques au Maroc ont mis en lumière que le pays sera touché par la crise d'une manière frontale durant l'année en cours. En outre, la crise monétaire et budgétaire frappant l'Europe a poussé les principaux partenaires économiques du Maroc à adopter une politique d'austérité qui aura son impact sur le royaume à moyen terme (2010-2012). Le CMC a, par ailleurs, revu à la baisse ses prévisions quant à la croissance économique du Maroc en raison également des dégâts causés par les intempéries en début d'année, principalement en février dernier. Les inondations ont eu un effet négatif sur les cultures et le bétail et donc la production agricole et agroindustrielle. Cette perte de la valeur ajoutée va coûter environ 0,7% du PIB selon les estimations du CMC. La troisième raison qui explique la limitation de la croissance en 2010 à



G.E. TEMPUS

2,8% au lieu de 3,2% est la diminution du produit de la campagne agricole à 80 millions de quintaux cette année au lieu de 120 millions l'année dernière. « Cet impact reste déterminant sur le rythme de la croissance au Maroc », a commenté le président du CMC. Celui-ci a estimé que le taux revu « reste réaliste, conforté par l'application du modèle rodé du CMC dont la marge d'erreur ne dépasse pas un demi-point ». Et d'ajouter que l'année 2010 a été marquée aussi par une forte chute des investissements étrangers estimée à 30% durant les 6 premiers mois mais aussi par un recul des investissements publics. Les recettes fiscales ont aussi diminué ainsi que la consommation des ménages. A moins qu'il y ait des éléments correctifs durant le deuxième de 2010, le CMC prévoit une reprise du taux de chômage à plus de 11% au lieu de 9,1% enregistré l'année dernière. « En gros, on prévoit une performance moyenne de l'économie nationale qui traduit toutefois une certaine résilience de cette économie », a souligné El Malki. Celui-ci considère par ailleurs que l'Etat doit ajuster et prendre de nouvelles mesures à la lumière de cette conjoncture difficile internationale qui est marquée par l'émergence de nouveaux foyers de croissance. Ainsi, en matière de perspectives, le CMC a souligné la nécessité de cibler la croissance tout en renforçant la résilience de l'économie. « Attention, attention ! Il faut éviter toute politique budgétaire qui présenterait un coût social, les couches sociales sont déjà fragilisées et les disparités sont ce qu'elles sont », prévient cependant El Malki. Le patron du CMC a cité quelques éléments de réponse quant à la manière de cibler la croissance. D'abord, il faudra poursuivre les grands chantiers qui, selon lui, auront des effets positifs à moyen terme. Il faudra également renforcer le dispositif incitatif à l'investissement au Maroc pour attirer entre autres des investisseurs étrangers, en réduisant notamment le taux de la pression fiscale dont l'IS et la TVA. El Malki suggère, par ailleurs, de continuer la poursuite de la politique monétaire accommodante pratiquée par Bank Al-Maghrib. « Nous pensons que le taux de 3,25% reste élevé par rapport aux besoins de financement de l'économie mais aussi par rapport aux nouvelles orientations du FMI », a-t-il jugé. Et de conclure que pour pouvoir assurer la croissance souhaitée, le Maroc devra disposer d'un appareil industriel cohérent, homogène et créateur de valeur ajoutée au lieu de se contenter d'un appareil segmenté. Selon lui, le Maroc ne doit pas avoir une économie de négoce ou franchisée, et avec une valeur ajoutée industrielle, le pays améliorera son offre exportable lui permettant de se positionner sur le marché européen et africain.

Chapitre 2 : les stratégies de développement au Maroc

A) La stratégie agricole dans le développement

Le rôle de l'agriculture dans le développement :

Il faut se souvenir que la révolution industrielle européenne a été précédée et accompagnée d'une révolution agricole. L'industrie ne peut d'ailleurs se développer que si certaines conditions sont remplies :

- La terre est suffisamment productive pour permettre l'autosuffisance et pour dégager une population active capable de fournir une base réelle à l'industrie.
- L'agriculture apporte des débouchés pour l'industrie.

les politiques de développement agricole :

Elles sont extrêmement diverses, mais les plus importantes sont :

*les réformes agraires : ces politiques consistent à changer les structures foncières dans les campagnes, cela peut être mis en œuvre de deux manières :

- la distribution des terres au profit des petits paysans ou personnes sans terres
- la nationalisation des terres et organisation collective du travail (c'est le cas de la Chine par exemple).

*la révolution verte : l'objectif est de modifier la technologie agricole, de développer la productivité pour permettre de nourrir une population sans cesse croissante. Elle s'appuie essentiellement sur l'utilisation d'engrais et de variétés à haut rendement.

B) La politique industrielle

L'industrie permet de :

- * Produire des biens nouveaux
- * Accroître la productivité et les rendements grâce aux économies d'échelle
- * Création des effets d'entraînement sur les autres secteurs
- * Augmentation de niveau de vie à travers la redistribution des revenus

Stratégie	objectifs	Instrument et moyens
Industrialisation par substitution aux importations	<ul style="list-style-type: none"> *Création d'une industrie locale. *Viser à produire des produits importés 	<ul style="list-style-type: none"> *construction d'une infrastructure adéquate. *Attribuer aux producteurs nationaux d'avantages fiscaux.
Industrialisation par substitution aux exportations	<ul style="list-style-type: none"> *mieux se positionner sur le marché mondial. *Amélioration de l'équilibre externe par l'entrée de devises. 	<ul style="list-style-type: none"> *Subventionner les producteurs pour les rendre compétitifs. *investissement dans les recherches et développement.
Industrialisation par les industries industrialisantes.	<ul style="list-style-type: none"> *Fabriquer dans les pays des biens d'équipement. *Développer des industries qui ont un fort effet d'entraînement. 	L'Etat est le principal acteur dans cette stratégie, pour le financement des investissements dans les industries lourdes.



Conclusion générale :

La croissance peut favoriser le développement en permettant à l'État d'investir à la fois dans la santé et l'éducation et dans les infrastructures. Ces investissements permettront de satisfaire les besoins fondamentaux de la population et ainsi d'augmenter son niveau de vie. Néanmoins, la croissance ne s'accompagne pas nécessairement de développement car certains pays en développement ne distribuent pas équitablement les richesses et n'orientent pas leurs dépenses publiques - insuffisantes - de manière à satisfaire les besoins fondamentaux de la population (santé, éducation, accès à l'eau potable).

Pour résoudre ce problème, les nations devraient "se serrer les coudes", et avoir pour priorité commune que la satisfaction des besoins fondamentaux - se nourrir, se vêtir, se loger, s'instruire, se soigner - ne soit plus un problème pour personne.

Bibliographie :

- www.maroccco.ma/
- Dictionnaire économique édition Hatier
- Barro, Robert. J : Les facteurs de la croissance économique, Economica.
- www.toupie.org
- Ministère des Finances et de la Privatisation : « L'impact de la transition démographique sur la croissance et l'emploi au Maroc », Document de travail no 95, Direction de la politique économique générale, Rabat.
- OCDE : Comprendre la croissance économique. Paris.
- Allalat Abdelhak : La planification du développement économique et social au Maroc. HCP.



G.E. TEMPUS